

UNE CERTAINE IMAGE DE LA FRANCE

par Sylvie GUILLAUME

L'évocation journalistique de réalités étrangères ne peut que très rarement prétendre à l'objectivité scientifique. Tout journal doit en effet tenir compte des préoccupations de ses lecteurs et ce n'est qu'en fonction de celles-ci qu'il peut chercher à les intéresser au monde extérieur.

La France n'a cessé d'occuper une place fort importante dans la presse québécoise mais il serait vain d'y chercher une analyse rationnelle des réalités françaises. Presse francophone et presse anglophone font toutes deux, en termes différents, un usage polémique des images de la France qu'elles colportent.

L'une ne voit cependant pas uniformément en blanc ce que l'autre verrait en noir. L'oeil québécois est toujours critique. Si la France éternelle est revendiquée comme mère-patrie par les nationalistes francophones du début du siècle, ils n'hésitent pas pour autant à souligner leur déception au spectacle d'une danse contemporaine anticléricale et brouillonne. Tandis que les Canadiens prennent conscience de leur américanité, les Anglophones se montrent moins âpres dans leur critique de la France, les Francophones moins attachés à défendre l'image d'une France idéale. Pour les uns et les autres, l'évocation de la France perd progressivement de son utilité, et la place de la France dans la presse, du même coup, s'amenuise.

Notre propos est ici de montrer que les changements d'attitude de la presse québécoise vis-à-vis de la France reflètent les mutations du nationalisme. L'évolution n'est pas linéaire, certains «accidents» peuvent faire réapparaître des accents que l'on croyait oubliés.

LA MERE-PATRIE : première expression d'une identité francophone.

En 1914, la notion de patriotisme canadien n'existe pas. Le Canada est étroitement dépendant de la Grande-Bretagne. Conformément aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, il ne possède pas de souveraineté extérieure et sa souveraineté intérieure est limitée. La communauté anglophone se réclame tout naturellement de sa mère-patrie. L'appellation de «loyalistes» est donnée aux plus fidèles. La communauté francophone se trouve dans une situation ambiguë. Les premiers nationalistes québécois

vont se réclamer eux aussi de leur mère-patrie, la France, pour se distinguer de la communauté anglophone. Il est significatif que ce soient les journaux nationalistes, tels que le *Devoir* fondé en 1910, qui consacrent le plus d'articles à la France. Ces mêmes journaux s'efforcent de privilégier les liens de parentés qui existent entre la France et le Canada français. Deux sont particulièrement importants car ils leur permettent de se distinguer du Canada anglais : la religion catholique et la langue française. Le *Devoir* donne ainsi à ses lecteurs l'image d'une France cléricale telle qu'il la souhaite; il reproduit les articles de la presse catholique française comme la *Croix*, les discours ou allocutions de Charles Maurras ou Maurice Barrès et fait de larges commentaires des visites des membres du clergé français au Québec.

Pendant la première guerre mondiale, sont exaltés le courage des Poilus et la valeur militaire de leurs chefs. Foch retient particulièrement l'attention parce qu'il est catholique .

«Jamais, dans l'histoire du monde, chef militaire n'a encore exercé un commandement d'une telle envergure... le caractère profondément religieux du Généralissime de l'Occident reste l'un des traits qui paraît le plus nettement marquer sa physionomie morale» (2)

De plus, Henri Bourassa, directeur du *Devoir* et auteur de cet article ne pouvait rester indifférent au fait que le commandement suprême s'exerçant sur les troupes françaises et anglaises appartienne à un Français. La visite du Maréchal Joffre, le 13 mai 1917, au Canada est triomphale. Lui et Viviani étaient chargés d'une mission diplomatique dans le cadre des consultations inter-alliées. Le *Devoir* s'empresse d'accorder plus d'importance au premier personnage parce qu'il a séjourné à Montréal alors que Viviani s'est rendu dans la capitale fédérale. Le *Devoir* rend ainsi hommage au Maréchal Joffre en insistant sur les liens qui unissent la France au Québec.

«Les fils du Canada français, nobles descendants de ces valeureux Français qui ont jeté sur nos bords la semence immortelle de la civilisation et de la foi, ont fièrement acclamé le représentant le plus vaillant de cette grande race privilégiée qui a conquis l'admiration des siècles» (3)

L'appel à la solidarité francophone ne peut être plus clairement

exprimé. C'est un moyen également d'exprimer a contrario une hostilité à la solidarité anglophone et de rallier à la cause nationaliste la majorité des Canadiens français, car tous ne partagent pas les opinions du *Devoir*. La *Patrie* journal libéral profite au contraire de cette visite pour insister sur l'union des deux races.

«Dans les manifestations également spontanées et enthousiastes, qui dans la ville anglaise d'Ottawa et la ville française de Montréal, ont marqué le passage des envoyés officiels de la France, on peut voir un symbole de l'union sacrée, qui en dépit des divergences qui les séparent quelques fois associe pour la défense de la liberté du monde les deux races qui composent la nation canadienne». (4)

Par conviction et dans un but de propagande, le *Devoir* parle également de la vocation divine de la France, thème qui peut être entendu des Canadiens français catholiques. Le poète francophone A. Lozeau écrit chaque jour dans le journal nationaliste un poème à la gloire de la France. Par exemple, dans l'un d'eux intitulé «L'Épreuve», on peut lire :

«Dieu qui t'aime et se sert incessamment
de toi
Pour répandre au lointain la semence de
la foi,
Aidera ton génie et soutiendra tes armes». (5)

De même, après la guerre, les deux problèmes qui suscitent l'intérêt du *Devoir* sont celui de l'Alsace-Lorraine et de son régime concordataire d'une part, celui des relations avec le Vatican d'autre part. La canonisation de Jeanne d'Arc par l'Église, le 16 mai 1920, et la reconnaissance d'une fête légale par le gouvernement français font la une du journal qui ne cache pas d'ailleurs que :

«C'est avec la France catholique que nos liens sont les plus intimes; c'est avec elle que nous pourrons après la guerre poursuivre la plus fructueuse collaboration; c'est à son estime et à son affection que nous tenons davantage; c'est avec elle que nous entendons conserver les plus fraternelles relations. La communauté de sang se double ici de la

fraternité religieuse». (6)

Ainsi, si les journalistes du *Devoir* insistent tant sur les liens religieux, c'est par conviction et pour se démarquer de la communauté anglophone protestante. L'utilisation du terme de mère-patrie n'est pas gratuite. On ne parle de la France et de sa culture que pour mieux ignorer la Grande-Bretagne. Cependant, et la dernière citation est explicite, les journalistes font la distinction entre la France catholique et l'autre France qui leur est parfaitement étrangère. Car si l'on s'efforce de privilégier les parentés, l'on ne peut toutefois ignorer les dissemblances.

Les dissemblances sont d'ordre religieux et politique. La France est certes un pays de tradition catholique mais où la laïcité est solidement implantée. Sa vie politique est souvent incompréhensible aux Canadiens français, car même nationalistes ils sont imprégnés de culture politique anglo-saxonne.

La dénonciation de la laïcité reste un thème important dans la presse francophone catholique jusque vers les années 1960, date de la Révolution Tranquille au Québec. Nombreux sont les gouvernements de la IIIe République accusés d'être responsables des persécutions religieuses. Les hommes politiques français ne sont jugés par le *Devoir* qu'en fonction de leurs convictions religieuses. Caillaux, en 1925, échappe aux critiques parce qu'il :

«ne s'est jamais affiché comme anti-clérical». (7)

L'arrivée au pouvoir en France du Cartel des Gauches en 1924, puis du Front Populaire en 1936 inquiète au plus haut point la presse nationaliste car elle présage une recrudescence de la laïcité. L'hostilité au Cartel des Gauches est exprimée en ces termes dans le *Canada Français*, une revue de l'Université Laval de Québec :

«Nous regrettons l'existence en France des lois maçonniques et anti-françaises édictées à la seule fin de chasser Dieu de l'Ecole, de l'Etat, de la Famille et d'y instaurer un dogme nouveau : l'opposé du christianisme le dogme du laïcisme sectaire, dogme étroit et tyrannique, comme les loges d'où il est sorti». (8)

Le *Devoir* défend la cause des catholiques français en publiant le manifeste des cardinaux de France du 11 mars 1925 dirigé contre le gouvernement de gauche. Le général de Castelnau, membre fonda-

teur de la *Fédération nationale catholique* a au Québec une stature de héros national. On explique de même l'hostilité au Front Populaire. Les journalistes du *Devoir* craignent que :

«Si le Front Populaire triomphe, on peut appréhender une recrudescence d'anticléricalisme agressif». (9)

De plus, cette condamnation permet de s'opposer à la presse anglophone, voire à la presse francophone libérale qui se réjouissent du succès du Front Populaire en France car elles voient en lui l'expression d'une volonté anti-fasciste.

La deuxième dissemblance, d'ordre politique celle-là, est encore plus profonde car plus durable et unanimement reconnue. La presse nationaliste rejoint dans ce domaine la presse francophone libérale et la presse anglophone pour critiquer les régimes politiques français. Deux traits de la vie politique française attirent particulièrement l'attention des journalistes québécois : la faiblesse des institutions et l'incapacité des Français à pratiquer le régime parlementaire.

Déjà avant 1914, O. Héroux, éditorialiste du *Devoir* se plaignait de ce que :

«Depuis Mac Mahon, dont l'élection est antérieure à la constitution actuelle, la République n'a point porté à l'Elysée un homme de premier plan.» (10)

La cause de tous les maux est pour le journaliste la multiplicité des partis qui altère le mode d'élection présidentielle. Parce qu'ils ne peuvent s'entendre, ces mêmes partis préfèrent élire à l'Elysée un homme malléable. La multiplicité des partis a pour autre conséquence la faiblesse du Législatif. La Chambre est ingouvernable parce qu'elle n'est pas composée de groupes politiques homogènes permettant l'alternance. Ils est bon de rappeler qu'au Canada, le bipartisme est de règle à cette époque et tout naturellement Libéraux et Conservateurs se succèdent à la tête du gouvernement. Les gouvernements de la IIIe République sont bien souvent tournés en dérision. Ainsi, H. Bourassa écrit en 1925 :

«Le ministère Painlevé... n'est pas encore cuit. M. Painlevé a réussi à mettre sa pâte au four, autrement dit à constituer son ministère. Reste à savoir si la galette aura le temps de cuire et si elle sera mangeable

et digestible. La République unie et indivisible semble rentrer dans sa tradition d'avant-guerre : le changement à vue des ministères sans unité, sans principes, sans cohésion, donc sans influence durable, sans prestige ni à l'intérieur, ni à l'Étranger». (11)

O. Héroux va plus loin puisqu'il ne cache pas ses préférences pour les moeurs politiques anglo-saxonnes à propos du problème de la centralisation des pouvoirs :

«Nous n'avons pas idée chez nous, de l'influence dont dispose en France le pouvoir central... nous nous plaignons du «patronage» mais il arrive qu'avec notre système de décentralisation, la distribution de patronage soit entre les mains de groupes qui se combattent et peuvent ainsi dans une certaine mesure, se neutraliser. Les «rouges» pourront être maîtres du patronage fédéral, tandis que les «bleus» disposeront du provincial, ainsi de suite...» (12)

Il n'est pas toujours agréable, ni même habile d'étaler ainsi les vices de famille devant la communauté anglophone. Aussi, avant la seconde guerre mondiale ces dissemblances sont-elles bien souvent minimisées au bénéfice des liens de parenté, au moyen d'artifices divers. Le plus couramment utilisé est de distinguer la France de Jeanne d'Arc telle que le souhaitent beaucoup de Canadiens français de la France officielle, parlementaire et corrompue. O. Héroux dans le *Devoir* exprime ce sentiment lorsqu'en 1915, il oppose deux France :

«Depuis quinze mois, l'esprit des tranchées, l'esprit de sacrifice, d'énergie et de silencieuse organisation paraît dominer la vie française. Souhaitons qu'il s'impose encore et définitivement à la vie parlementaire». (13)

L'image de la France ainsi colportée est empreinte d'une certaine naïveté ; la France est un terrain de lutte entre la laïcité et l'anarchie politique d'une part, et les forces morales et catholiques d'autre part. Cela permet aux journalistes de valoriser le fait français au Canada puisque les Canadiens français sont les héritiers de ces forces chrétiennes. C'est ce qu'exprime Henri Bourassa, lorsqu'il lance cet avertissement à la France :

«Il serait temps, grand temps que l'on se persuade en France que la civilisation n'a d'espoir de survie dans toute l'Amérique du Nord que par le Canada français. Il n'est nullement exagéré de dire que la France a autant besoin de nous que nous avons besoin de la France». (14)

Seule la France catholique, proche des Canadiens français est digne d'intérêt; la preuve en est que la laïcité et le régime politique sont les causes de tous les maux de la France; c'est là aussi un moyen pour les journalistes de minimiser les dissemblances ou de justifier leur choix. Pour le *Devoir*, la France en 1916, est mal préparée à la guerre militairement parce que :

«l'attitude des socialistes et des radicaux-socialistes se mettant en bataille contre la loi des trois ans est grosse de conséquences graves et peut-être tragiques.» (15)

Elle est mal préparée politiquement car :

«la situation de M. Briand est, de ce point de vue absolument inférieure à celle des ministres allemands par exemple, qui n'ont presque pas à s'occuper du Reichstag, qui peuvent travailler en pleine liberté». (16)

Les mêmes causes sont évoquées pour expliquer la défaite française de 1940. On peut lire dans la revue jésuite *Relations* :

«En face d'une Allemagne qui réarme fiévreusement, la malheureuse France, endormie et trahie par ses chefs politiques, s'amuse, fait la grève sur le tas, appuie l'Espagne rouge, sabote ses industries, ouvre toutes ses avenues à la propagande soviétique. Le tragique dénouement est survenu en juin dernier». (17)

L'attachement à la mère-patrie n'est donc pas inconditionnel mais la plupart des journalistes s'efforcent toujours d'excuser les faiblesses françaises dans l'espoir que triomphe un jour la France qu'ils souhaitent. Cet acharnement traduit bien le fait que pour les Canadiens français, se référer à la France, c'est affirmer son identité francophone; l'attachement à la France est purement sentimental, voire mythique.

Rares sont en effet ceux qui comme H. Bourassa ont

conclu à la nécessité d'un patriotisme canadien après qu'il eut pris conscience des trop grandes dissemblances entre la France et le Québec. C'est en ce sens qu'il fut un précurseur. H. Bourassa a mené son combat à la fois contre la Grande-Bretagne et contre la France. De même qu'il a protesté violemment contre l'aide du Canada apportée à la Grande-Bretagne lors de la guerre des Boers, de même en 1917, refuse-t-il l'argument utilisé par le gouvernement, qui en appelait à la solidarité francophone pour faire accepter la conscription aux Canadiens français. Il pose le problème de la conscription en ces termes :

«Tout le monde a parlé depuis un mois des devoirs du Canada envers l'Angleterre ou la France. Combien se sont inquiétés des devoirs du Canada envers lui-même». (18)

Ni la France, ni la Grande-Bretagne, accusées d'égoïsme et d'impérialisme n'échappent à ses attaques et il conclut sur ces phrases importantes :

«J'appartiens à l'école moins nombreuse qu'on ne le pense, qui voit plus d'avantages que d'inconvénients dans la co-existence des deux races au Canada... La nation canadienne n'atteindra ses suprêmes destinées, elle n'existera même qu'à la condition d'être bi-ethnique et bilingue et de rester fidèle aux concepts des Pères de la Confédération : la libre et volontaire association de deux peuples, jouissant de droits égaux en toutes matières... Les Canadiens français, on ne saurait trop le répéter, sont exclusivement Canadiens. Ils n'ont d'autre patrie que le Canada». (19)

C'est donc en ces termes qu'Henri Bourassa prône le patriotisme canadien. Son argumentation est habile car il démontre que loin de se montrer séparatistes, les Canadiens français, même lorsqu'ils s'opposent à la conscription affirment un patriotisme canadien plus fervent chez eux que chez les Anglophones.

L'après-guerre renforce les convictions d'Henri Bourassa car il estime que :

«L'Angleterre poursuit sa politique séculaire, invariable, celle que lui dictent ses intérêts et sa situation; conserver sa prépondérance maritime et commerciale à

cette fin, empêcher qu'aucune nation ne domine le continent et le soustrait à l'hégémonie britannique». (20)

La France n'est pas exempte de critiques, bien au contraire.

«La France de Louis XIV nous rendit quelques bons offices et nous opprima de mille façons; la France de Louis XV nous abandonna en nous ruinant à fond et à sec. Quant à la France révolutionnaire, la France impériale, la France républicaine, nous sommes à ses antipodes politiques, morales et religieuses. Elle a renié tous les principes qui nous ont donné et conservé la vie, elle a persécuté la seule catégorie des Français qui se soient jamais intéressés à nous, qui nous aient voulu et fait un bien réel : ces admirables religieux, ces religieuses». (21)

Jamais les dissemblances entre la France et le Québec n'ont été affirmées avec autant de vigueur : la dureté du ton exprime la déception de son auteur devant l'indifférence de la France aux problèmes québécois. Ceci l'amène à réaffirmer l'identité nationale canadienne et non plus francophone en ces termes :

«Ni la France, ni l'Angleterre ne sont la patrie des Canadiens. Nous n'avons qu'une patrie : le Canada, pays d'Amérique du Nord». (22)

Ces phrases écrites en 1923 trouvent un écho important bien plus tard, lorsque les Canadiens français prennent conscience de leur Américanité. Les déceptions causées par la France pendant la seconde guerre mondiale et à la Libération accentuent cette tendance.

DE L'AMERICANITE AU SEPARATISME

La deuxième guerre mondiale est une période très importante dans le développement du nationalisme canadien. Elle connaît l'émancipation du Canada, amorcée entre les deux guerres par le Statut de Westminster en décembre 1931. Le Canada fait partie des grandes organisations internationales et entend jouer son rôle de puissance moyenne. La France, peu à peu perd sa place privilégiée dans les journaux francophones et les jugements portés sur elle ne sont que prétexte à défendre une cause spécifi-

quément canadienne, qu'elle soit fédéraliste ou séparatiste. L'origine de cette évolution tient avant tout aux déceptions des Québécois à l'encontre de l'Europe en général, de la France en particulier.

L'on peut dire que les événements français de 1939 à 1945 n'ont apporté que des déceptions aux Canadiens français qu'ils soient libéraux ou nationalistes. La solidarité francophone jouait encore en 1940 et la nouvelle de la défaite française est douloureusement ressentie comme la faillite de toute une culture. *La Presse*, journal libéral de Montréal, exprime ainsi ce sentiment :

«Rares seront les pays, où l'on ne se sentira pas profondément ému à l'idée que ce centre de rayonnement de la pensée française, de la science et des arts, qui s'épanouissaient si généreusement en France, soit passé aux mains des hordes nazies.» (23)

La signature de l'armistice, l'affaire de Mers el Kébir, et plus encore l'hostilité entre Pétain et de Gaulle ont pour conséquence la profonde division entre Canadiens français.

La presse nationaliste n'a aucune peine à faire son choix : elle prend délibérément le parti du Maréchal Pétain; c'est tout d'abord un moyen de s'opposer à la presse anglophone, de plus en plus favorable au Général de Gaulle, le protégé de Churchill; c'est aussi par conviction sincère. Pétain ne saurait être un traître puisqu'il est catholique; le régime de Vichy ne saurait être condamnable puisqu'il restaure les valeurs morales et chrétiennes de la France. Ainsi, peut-on lire dans *l'Action Nationale*, grande revue nationaliste de Montréal :

«Les premières mesures prises par Pétain sont dans la tradition nationale et catholique de la France. Il a osé un geste que personne avant lui n'avait osé : dissoudre les loges maçonniques, cause importante de la déchéance française. Il a osé également remplacer la devise «Liberté, Egalité, Fraternité» à l'ombre de laquelle on a persécuté la religion, chassé les religieux, spolié les prêtres, par la devise plus conforme au passé de la fille aînée de l'Eglise «Travail, Famille, Patrie». Il tente de réorganiser la France sur une base corporative et chrétienne. Il redonne à la famille sa première place». (24)

Pour ces Canadiens français, le gouvernement de Vichy représente ainsi la victoire de la France de Jeanne d'Arc, tant souhaitée avant la guerre : ceci explique l'acharnement qu'ils mettent à défendre le Maréchal Pétain au moment de son procès. La libération, parce qu'elle est réaction à la période précédente met fin à tous les espoirs des nationalistes catholiques, convaincus désormais que la mère-patrie ne représente plus un modèle. Sous le régime catholique de Duplessis, que connaît le Québec après la guerre, cette conviction ne peut que se renforcer.

Les nationalistes catholiques ne sont pas les seuls à se détourner de la France. Pendant la guerre, la presse libérale s'est trouvée dans une situation très inconfortable. Convaincue elle aussi en 1940 que le Maréchal Pétain était le sauveur de la France, elle ne l'en a pas moins condamné par la suite car elle était très sensible à l'isolement de la Grande-Bretagne qui devait lutter seule contre le nazisme; c'est donc vis-à-vis d'elle que la presse libérale réaffirme son loyalisme. Ainsi peut-on lire dans *la Presse* :

«La Grande-Bretagne et l'Empire doivent avant tout lutter avec toute leur puissance et toute leur résolution intacte contre l'ennemi qui se lance contre eux». (25)

De plus, cette même presse libérale n'était guère séduite par le gouvernement de Vichy, autoritaire et nationaliste. Ainsi choisit-elle le camp de la Grande-Bretagne et du Général de Gaulle mais ce faisant, elle rejoint la presse anglophone et suscite le mépris de la presse nationaliste. Elle aussi saura tirer les conséquences de la guerre. Convaincue que la Fédération est la seule solution possible pour le Canada, la presse libérale se montre de plus en plus prudente dans l'analyse de la politique française afin de ne pas exacerber les divergences entre Canadiens. Après la deuxième guerre mondiale, la place de la France n'est plus ce qu'elle était ni dans la presse nationaliste ni dans la presse libérale francophone bien que ce soit pour des raisons différentes.

Le rejet de la mère-patrie se traduit par une grande irritabilité et une hostilité à sa politique extérieure lorsqu'elle est jugée trop ambitieuse. Les incompréhensions de la presse québécoise devant la vie politique française après 1945 sont manifestes. Les querelles idéologiques des Français, l'instabilité gouvernementale de la IV^e République sont beaucoup

trop éloignées du pragmatisme anglo-saxon pour être comprises par les Canadiens français, libéraux ou nationalistes.

L'accueil fait à la Constitution de la IV^e République est caractéristique. Deux journaux, le *Devoir* nationaliste et le *Soleil* libéral, partagent les réticences du Général de Gaulle devant le texte constitutionnel. Il est écrit dans le *Devoir* :

«Sans une stabilité relative de l'exécutif, la démocratie s'expose aux assauts de la démagogie et de l'anarchie, elle favorise les idées subversives. C'est apparemment une leçon que M. de Gaulle a rapporté de son exil en Angleterre». (26)

Pour le *Soleil*, le Général de Gaulle a raison de souhaiter que :

«Les attributions du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire fussent plus clairement définies. Pour le Président, il souhaitait les pouvoirs que possède le président des Etats-Unis. Et l'on ne peut prétendre que M. Truman soit un dictateur sans faire rire aux éclats ses auditeurs ou ses lecteurs». (27)

Les références à l'Angleterre ou aux Etats-Unis montrent clairement que pour ces journaux de tendance différente, la démocratie ne peut être qu'anglo-saxonne. Ils ne font même plus la différence d'avant guerre entre gouvernants et gouvernés. Les deux sont tout aussi condamnables. Comme l'écrit P. de Grandpré, du *Devoir*, après le ministère mort né de R. Schumann en septembre 1948 :

«A ce peuple qui pratique si bien la sociabilité mais ignore tellement le sens social (deux choses bien différentes) il faudrait justement pour surmonter la crise présente, d'exceptionnelles qualités de civisme, d'abnégation et de coordination. A ce peuple individuel, amateur d'idées, il faudrait des vertus de passivité, d'obéissance à l'instinct vital, de discipline spontanée et aveugle». (28)

La stabilité politique sous la Ve République ne satisfait pas davantage la presse francophone, bien qu'elle mette fin à l'anarchie française susceptible d'avoir des répercussions sur l'équilibre mondial. Aux yeux des Canadiens français, la Ve République est en effet loin de remplir toutes les conditions du libéralisme politique. La faiblesse de l'opposition les inquiète dès 1958 alors que, pourtant, ils sou-

haitent une victoire gaulliste. On peut lire dans le *Devoir* :

«Le malheur c'est que la gauche classique soit elle aussi écrabouillée». (29)

Le caractère plébiscitaire des référendums choque les Québécois. Claude Ryan, alors directeur du *Devoir* constate :

«Mais le Général de Gaulle n'a jamais dit quelle sorte de régime présidentiel, il entendait établir. Le système fonctionne quand même à cause de la personnalité exceptionnelle du Général de Gaulle. Mais il a tendu depuis deux ans à évoluer vers une sorte de dictature bienveillante, qui cherche au fond à se confirmer par le recours de plus en plus fréquent au mécanisme ambigu du référendum». (30)

Ni la IV^e République, ni la V^e République n'échappent ainsi aux critiques de la presse francophone. Il n'est plus question de la distinction entre France officielle et France réelle, rêvée par les catholiques. D'ailleurs avec la Révolution Tranquille, qui consacre le déclin de l'Église au Québec, l'alibi disparaît. Cette attitude traduit l'émancipation culturelle des Canadiens français qui ne ressentent plus le besoin d'un recours à une Mère-Patrie. Se sentant très différents des Français malgré le lien de parenté, ils préfèrent s'assumer comme nord-américains. On trouve une autre preuve de cette prise de conscience de l'américanité chez les Canadiens français dans leurs jugements sur la politique extérieure de la France. Le point de référence n'est plus la mère-patrie mais les États-Unis. La politique française est bien ou mal accueillie suivant qu'elle est conforme ou non à la politique américaine ou plutôt suivant qu'elle est ressentie comme une menace ou non pour le monde libre. Si la France joue les troubles fêtes, elle est impitoyablement condamnée. Les problèmes posés par la décolonisation illustrent cette constatation. La guerre d'Indochine, considérée comme une guerre anti-communiste est suivie de près. La presse francophone se montre à son sujet fort catégorique puisqu'elle fait le reproche aux États-Unis de ne pas avoir soutenu la France dans une lutte qui concerne l'ensemble du monde libre. Après la défaite française de Dien Bien Phu, on peut lire dans la *Presse* :

«Si l'on recherche les causes de cette situa-

tion, on les trouve dans l'absence de coordination qui a existé entre la France et ses alliés pendant les huit dernières années sur le problème d'Indochine». (31)

Lorsque les journalistes rendent hommage à P. Mendès France d'avoir mis fin au conflit, c'est parce qu'il était dangereux pour la paix mondiale.

Les réactions aux événements d'Algérie sont du même ordre. Les Francophones, qui se considèrent volontiers comme les colonisés des Anglophones prennent à priori le parti du pays colonisé. Lorsque la guerre civile menace la France, ils se rallient cependant au Général de Gaulle à qui vont les éloges du *Devoir*.

«De Gaulle vient encore une fois d'épargner à la France une guerre civile... Jamais Président n'est allé aussi loin dans sa générosité». (32)

Les Accords d'Evian sont accueillis avec enthousiasme; ne sont considérés ni les intérêts de la France, ni ceux des rapatriés, ni ceux des Algériens. On rend là encore grâce à la France de ne plus troubler l'ordre mondial.

Les décisions spectaculaires du Général de Gaulle dirigées contre les Etats-Unis, telles que sa politique nucléaire, la reconnaissance de la Chine communiste ou le retrait de l'O.T.A.N. suscitent bien souvent le scepticisme, voire l'hostilité. L'exemple du retrait de l'O.T.A.N. est particulièrement frappant parce qu'il intéresse le Canada tout entier. Le gouvernement fédéral en la personne de son Premier Ministre Pearson, estime que l'O.T.A.N. est une organisation qui nécessite des réformes :

«Si la France n'est pas la seule de cet avis, seul de Gaulle l'a transposé dans les faits. Il n'est pas permis de croire que l'O.T.A.N. est une organisation sacro sainte qui ne doit subir aucune modification. Nous devons adopter plutôt une attitude totalement opposée». (33)

Le Premier Ministre rappelle d'autre part que lui-même a fait des propositions de réformes dès 1964, qui sont restées lettre morte. Mais il réaffirme en même temps que :

«Seuls les Etats-Unis peuvent assumer le leadership efficace pour réaliser l'unité atlantique». (34)

Sans parler de la franche hostilité à la politique du Général de Gaulle de la presse anglophone, des journaux francophones comme *Le Droit* d'Ottawa ou le *Devoir* partagent la modération du Premier Ministre Pearson. P. de Saint Germain de la *Presse* se montre plus dur, puisqu'il estime que l'acte du Général de Gaulle relève d'un nationalisme outrancier :

«N'a-t-il pas tenté de réaliser un de ses rêves : placer la France sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis en constituant un directoire atlantique qui aurait également compris la Grande-Bretagne ?» (35)

Rares sont les journalistes qui comme J.M. Leger du *Devoir* ou P.M. Lapointe du *Magazine Maclean* (36), croient en la puissance généreuse de la France. J.M. Leger écrit en effet :

«Il reste aussi et c'est finalement le plus important que l'action de l'Elysée peut hâter le rapprochement Est-Ouest en Europe et ouvrir de nouvelles perspectives à une détente réelle». (37)

P.M. Lapointe, après avoir critiqué en des termes très violents la politique américaine impérialiste conclut sur cette phrase :

«S'il doit y avoir un avenir pour l'humanité, il va falloir consentir à écouter Charlie!» (38)

C'est certes un bel hommage à l'action internationale du Général de Gaulle mais il est à peu près isolé.

Les Canadiens ne sont pourtant pas des partisans inconditionnels de la politique américaine; ils n'ont pas caché leurs réticences au moment de la guerre de Corée ou du Viet-Nam. Partager le rôle périlleux de gendarme du monde avec les Etats-Unis ne leur paraît pas souhaitable, mais entre la puissance américaine et la puissance française, le choix est fait. Même pour les Québécois nationalistes, la politique extérieure menée par le Général de Gaulle paraît relever d'un nationalisme désuet. Là encore est exprimé un certain mépris du nord-américain envers l'Europe.

Les réactions de la presse québécoise à la visite du Général de Gaulle au Québec en 1967 sont elles aussi significatives. La presse francophone s'est trouvée là encore dans une situation très inconfortable. Elle ne peut condamner le cri «Vive le Québec libre» sans être accusée de trahison. Peut-elle l'accepter sans réserves ? Pour la presse francophone libérale, ce serait cautionner l'action de sépa-

ratistes, contraire à son option fédéraliste, pour la presse francophone, plus nationaliste ce serait montrer la faiblesse du séparatisme qui a besoin d'une caution étrangère pour s'affirmer. Rares sont donc les journaux francophones qui ont une position bien tranchée. Certes E. Cinq Mars dans l'*Action nationale* remercie le Général :

«Un souffle de libération a passé sur le Québec. Il ne faut pas l'oublier, de Gaulle nous a transmis un ton nouveau. Merci mon Général!» (39)

G. Bourque dans la revue séparatiste *Parti Pris* rend hommage au Général de Gaulle d'avoir :

«accélééré la marche vers l'indépendance» (40)

D'autres journaux au contraire condamnent le Général de Gaulle. Dans le *Soleil*, on peut lire :

«Nous ne lui reconnaissons pas le droit de s'immiscer aussi directement, dans les problèmes internes de notre pays, d'utiliser des slogans qui sont le cri de guerre de ceux qui veulent la division du Canada.» (41)

La *Patrie du dimanche* lui fait écho :

«Ce faisant, il a abusé de l'hospitalité canadienne en s'immiscant dans la politique intérieure de notre pays.» (42)

Ces journaux partagent ainsi l'opinion de la presse anglophone et du Premier Ministre Pearson qui qualifia les propos du Général d'«inacceptables».

Plus nombreux sont les journaux francophones qui portent sur l'évènement des jugements nuancés. Ils s'accordent tous à penser que les paroles du Général de Gaulle ont pour effet bénéfique d'internationaliser le problème québécois. C. Ryan du *Devoir* écrit :

«La visite du Général de Gaulle aura eu l'effet d'un électro-choc.» (43)

Ces paroles pour eux ont révélé aux Canadiens français l'hostilité de la communauté anglophone. A Langevin dans le *Magazine Maclean* écrit :

«Jamais, sans doute, depuis la sombre lutte sur la question de la conscription en temps de guerre, le Canada français dans son ensemble n'a ressenti à ce point l'hostilité

de l'autre Canada qui a réagi violemment avant même de chercher à comprendre.» (44)

De même C. Ryan écrit :

«Si quelqu'un doutait encore qu'il y eût au Canada deux communautés profondément distinctes, il ne saurait persévérer dans son doute sur les événements de lundi.» (45)

Mais c'est le même C. Ryan qui juge que :

«Le Président de France a commis un des impairs regrettables, qu'il n'a pas jugé devoir corriger.» (46)

C'est R. Arès dans la revue *Relations* qui pose le mieux le problème :

«A côté de cette réaction populaire d'enthousiasme une autre réaction se manifeste aussi, provenant d'une certaine élite canadienne-française... L'impression enfin que l'orateur identifie beaucoup trop Français de France et Français du Canada : les expressions «Français canadiens», «peuple français du Canada», le chant répété de la Marseillaise, lui causent malaise et gêne. Elle veut bien se dire de langue et de culture française, mais elle n'entend pas devenir partie intégrante de l'Etat français. Aussi alors que le peuple clame son enthousiasme, cette élite se montre beaucoup plus réservée; elle apparaît prudente, voire critique, elle songe aux conséquences politiques, économiques et internationales de ce voyage mouvementé, bref, à l'encontre du peuple, elle réagit d'une façon plus canadienne que française.» (47)

Les journalistes et intellectuels qui avaient manifesté auparavant leur sympathie pour la cause de l'indépendance du Québec se trouvent ainsi fort gênés. Ils entendent mener seuls leur aventure indépendantiste; ils n'attendent en tous les cas aucune aide matérielle de la France qu'ils jugent beaucoup trop étrangère au Québec et son aide morale leur est suspecte. Les réactions à la visite du Général de Gaulle traduisent donc bien l'évolution du sentiment national chez les Canadiens-français qui de francophone est devenu canadien ou québécois.

Les réactions de la presse francophone aux péripéties de la vie nationale française sont toujours passionnées parce qu'elles témoignent de ses propres préoccupations. En 1914, il s'agissait de colporter une image de la France cléricale et nationale, différente du monde anglo-saxon et plus attirante pour les Canadiens français que la Grande-Bretagne. La prise de conscience de l'américanité chez les Canadiens français rend cette démarche d'autant plus vaine que les dissemblances entre la France et le Québec sont évidentes. Curieusement, les Canadiens français ont suivi la même évolution que les Canadiens anglais qui, après s'être pendant longtemps réclamés de la mère-patrie s'en éloignent. Les attitudes critiques à l'égard de la France sont celles de Nord-Américains. C'est pourquoi, pour les Francophones comme pour les Anglophones, toute prétention de la France à une quelconque hégémonie est choquante sinon ridicule; l'usage qu'elle fait du parlementarisme est une autre source de critique et fait de la France la cible des journaux de tendance différente. Pour la presse francophone libérale, dénoncer les faiblesses de la France, c'est souligner la chance qu'a le Québec d'appartenir à l'univers anglo-saxon; la défense du fédéralisme apparaît alors la lutte du bon sens contre le chaos.

Pour la presse francophone nationaliste, rejeter la France c'est affirmer l'originalité et donc la force du phénomène québécois. De toute manière, la France est perdante, comme le montrent bien les événements de 1967 et les commentaires qu'ils suscitent.

NOTES

- (1) *Cet article est inspiré de : GUILLAUME Sylvie, les Québécois et la vie politique française, Bordeaux, 1975, 292 p.*
- (2) *Le Devoir, 6-11-1918.*
- (3) *Le Devoir, 13-05-1917.*
- (4) *La Patrie, 14-06-1917.*
- (5) *LOZEAU A., Poème, Le Devoir, 30-09-1915.*
- (6) *Le Devoir, 27-02-1918.*
- (7) *Le Devoir, 17-04-25.*
- (8) *Le Canada français, mai 1926; pp. 644-650.*
- (9) *Le Devoir, 25-04-1936.*

- (10) **Le Devoir** , 31-12-1912.
- (11) **Le Devoir** , 17-04-1925.
- (12) **Le Devoir** , 29-04-1914.
- (13) **Le Devoir** , 29-10-1915.
- (14) **Le Devoir** , 0-06-1916.
- (15) **Le Devoir** , 25-03-1913.
- (16) **Le Devoir** , 11-01-1917.
- (17) **Relations** , février 1941 , n.2, pp. 37-39.
- (18) **Le Devoir** , 8-09-1914.
- (19) **Le Devoir** , 1-06-1917.
- (20) **Le Devoir** , 1-09-1922.
- (21) **Le Devoir** , 4-06-1923.
- (22) **Le Devoir** , 4-06-1923.
- (23) **La Presse** , 14-06-1940.
- (24) **L'Action Nationale** , octobre 1940, p. 106.
- (25) **La Presse** , 26-06-1940.
- (26) **Le Devoir** , 29-10-1946.
- (27) **Le Soleil** , 15-10-1946.
- (28) **Le Devoir** , 16-09-1948.
- (29) **Le Devoir** , 2-12-1958.
- (30) **Le Devoir** , 26-11-1962.
- (31) **La Presse** , 21-07-1954.
- (32) **Le Devoir** , 15-06-1960.
- (33) *Cité dans* **Le Droit** , 2-05-1966.
- (34) *Cité dans* **Le Droit** , 2-03-1966.
- (35) **La Presse** , 12-03-1966.
- (36) *Il s'agit ici de l'édition francophone de la grande revue anglophone de Toronto* **Maclean's Magazine**.
- (37) **Le Devoir** , 9-05-1966.
- (38) **Le Magazine Maclean** , août 1967, vol.7, n.8.
- (39) **L'Action Nationale** , septembre 1967, n.1, p.50.

- (40) **Parti-Pris**, septembre 1967, vol.5, n.1, p. 3.
- (41) **Le Soleil**, 25-07-1967.
- (42) **La Patrie du dimanche**, 25-07-1967.
- (43) **Le Devoir**, 26-07-1967.
- (44) **Le Magazine Maclean**, octobre 1967, n.10.
- (45) **Le Devoir**, 26-07-1967.
- (46) **Le Devoir**, 26-09-67.
- (47) **Relations**, septembre 1967, n.319, p.234.